

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Les brèves

N° 275 du 21.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :
<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

2 Les brèves

2-1 Blair, un plan pour diviser la résistance palestinienne et pour ancrer l'occupation israélienne !

2-2 Al Masri : Nous refuserons tout accord offrant des concessions contre les principes des Palestiniens.

2-3 Confiscation de 110 hectares de terres près de Jérusalem.

2-4 Le gouvernement israélien soutient une division de Jérusalem.

2-5 Israël doit rendre la superficie occupée en 1967, exige Abbas.

2-6 Rice minimise les chances d'une "percée".

2-7 Moshe Kaplinsky: l'invasion de Gaza est "une question de temps".

2-8 Les incursions sionistes, une sorte de préparation à la conférence d'automne.

2-9 Le futur Etat palestinien sera laïque et disposera d'une économie stable.

2-10 Ahmed Qoreï envisagerait de démissionner.

2-11 Les brigades d'Al-Qassam : Nous reprendrons bientôt nos frappes et nos attaques contre l'occupation.

2-12 Le Hamas salue les déclarations de Dughard qui comprend réellement la situation en Palestine.

2-13 Le Hamas engagerait des discussions en vue d'une réconciliation avec le Fatah.

2-14 Haniyeh : Un pays arabe va veiller sur des rencontres de dialogue ente le Hamas et le Fatah.

2-15 Une réelle catastrophe sanitaire imminente à Gaza.

2-16 La banque israélienne Discount Bank cesse toute relation avec la Bande de Gaza.

2-17 L'Égypte exige des explications des pays européens qui n'ont pas soutenu son appel à un Proche-Orient dénucléarisé.

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Blair, un plan pour diviser la résistance palestinienne et pour ancrer l'occupation israélienne !

Le Hamas a fortement critiqué le plan Blair, président du Quartet.

En fait, Blair avait appelé à la constitution d'un comité de sécurité composé de trois partis : un palestinien, un israélien et un international.

Ces agissements sont destinés à continuer « la série de conspirations menées contre la résistance, à entériner la division palestinienne intérieure et à protéger l'occupation », a insisté à dire Fawzi Barhoum, porte-parole du mouvement de la résistance islamique Hamas, dans un communiqué dont le Centre Palestinien d'Information (CPI) a reçu une copie.

Ainsi, le gouvernement de Fayyad et l'autorité palestinienne d'Abbas seront entièrement au service de la sécurité de l'occupation israélienne, pense-t-il.

« Dès le départ, ajoute Barhoum, nous disons que Tony Blair n'a jamais été juste envers les droits palestiniens. Il soutient toujours le terrorisme israélien contre notre peuple. Il n'est pas apte à porter un message de paix au Moyen-Orient. Toute sa préoccupation est de protéger l'occupation, contre les droits et les principes palestiniens ».

Enfin, le porte-parole du Hamas a appelé le Quartet à revoir sa politique qui est toujours au profit de l'occupation israélienne, à répondre positivement aux appels palestiniens, arabes et internationaux demandant la levée du siège injuste imposé sur notre peuple palestinien, à stopper l'application de la politique du deux poids deux mesures, toujours au profit des projets américano-israéliens.

Source : CPI

2-2 Al Masri : Nous refuserons tout accord offrant des concessions contre les principes des Palestiniens.

Gaza - CPI

Le Hamas a averti de la tournée de négociations entre les deux commissions palestinienne et israélienne qui va conduire à plus de concessions et à des abandons de principes palestiniennes.

De son côté, Al-Masri a souligné que le mouvement du Hamas va refuser tout accord qui résultera de ces rencontres.

Le membre du bloc "changement et réforme" Mouchir Al-Masri a fortement critiqué les éléments de la commission de négociations palestinienne, en les avertissant de signer tout accord qui touchera aux intérêts et principes suprêmes palestiniens.

Il a dit : "Tant que Saeb Erekat, Yasser Abd Rabouh et Ahmed Qoréa représentent le peuple palestinien, les résultats seront évidemment catastrophiques, car Yasser Abd Rabouh a renoncé, lors de la convention de Genève, au droit au retour de 5 millions de Palestiniens".

"Saeb Erekat a été testé par les Palestiniens pendant 12 ans en tant que négociateur, alors qu'Ahmed Qoréa est impliqué dans sa participation à la construction du mur d'apartheid, cela nous indique qu'un grand crime va être commis contre les Palestiniens".

Al-Masri a affirmé que le Hamas n'accepte aucun accord entre ces responsables et l'entité sioniste car cela va toucher les principes palestiniens, en affirmant que le refus du Hamas va être réel sur le terrain, par la pratique et non juste la théorie...

D'autre part, il a accusé le groupe du coup d'état d'avoir œuvré pour provoquer de nouveau l'anarchie sécuritaire et le chaos dans la bande de Gaza.

De plus, il a attiré l'attention sur le fait qu'ils exécutent des crimes sans précédent à Gaza, à travers des charges explosives, et que les enquêtes ont démasqué l'implication des responsables du Fatah.

2-3 Confiscation de 110 hectares de terres près de Jérusalem,

L'armée israélienne a ordonné la confiscation de 110 hectares de terres près de Jérusalem, faisant craindre une relance d'un projet destiné à relier la colonie de Maalé Adoumim à Jérusalem.'AL-OUDS

Les ordres de confiscation émis fin septembre portent sur 110 hectares répartis sur les localités palestiniennes d'Abou Dis, Al-Sawahreh Al-Sharqiyeh, Nabi Moussa et Al-Khan Al-Ahmar, a indiqué Hassan Abed Rabbo, directeur général pour la région de Jérusalem au ministère palestinien des Collectivités locales.

Selon Hassan Abed Rabbo ces confiscations visent à "créer un bloc de colonies" regroupant Maalé Adoumim et les implantations proches de Mishor Adoumim et de Kedar "et empêcher toute continuité territoriale palestinienne avec la vallée du Jourdain".

"Ils usurpent des dizaines d'hectares de terres de la Cisjordanie au profit de leur projet de colonisation dit du Grand Jérusalem qui comprend Maalé Adoumim", a-t-il ajouté.

L'annonce des confiscations survient alors qu'Israéliens et Palestiniens travaillent sur un "document conjoint" censé servir de base à des négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens occupés, en vue d'une réunion internationale sur le Proche-Orient prévue en novembre aux Etats-Unis.

Or la colonisation juive est l'une des principales questions sur lesquelles ont buté les précédentes négociations israélo-palestiniennes.

"Nous condamnons cette décision israélienne de confisquer des terres palestiniennes au moment où nous tentons de relancer le processus de paix", a déclaré le négociateur palestinien Saëb Erakat.

"L'expansion de colonies, notamment dans la région de Jérusalem, va saper, voire anéantir, ces efforts. Nous appelons le gouvernement israélien à renoncer à cette décision pour donner une chance à la paix", a-t-il ajouté.

La colonisation juive est l'une des principales frustrations des Palestiniens.

AFP 09-10

2-4 Le gouvernement israélien soutient une division de Jérusalem.

Le vice-Premier ministre israélien Haïm Ramon a déclaré lundi que son gouvernement soutiendrait une division de Jérusalem,

Dans le cadre des récentes négociations entre les deux parties, le vice-Premier ministre israélien a proposé de restituer des quartiers arabes de Jérusalem-Est aux Palestiniens. Selon Ramon, les Palestiniens pourraient établir la capitale d'un futur Etat dans ce secteur de la ville, dont Israël s'était emparé pendant la guerre de 1967. En contrepartie, l'Etat hébreu recevrait la reconnaissance de la communauté internationale, dont celle des Etats arabes, de sa souveraineté sur les quartiers juifs et de l'existence de sa capitale à cet endroit, a expliqué Ramon. Dans le cadre de cette proposition, des quartiers de Jérusalem-Est où vivent environ 170.000 Palestiniens seraient transférés sous souveraineté palestinienne, selon M. Ramon.

Mais Israël ne transférerait pas aux Palestiniens le contrôle de la Ville Sainte et des quartiers l'entourant, a-t-il ajouté.

(Source : 08-10 Al-Ufok avec les agences de presse)

2-5 Israël doit rendre la superficie occupée en 1967, exige Abbas.

Abbas a exigé mercredi qu'Israël restitue dans le cadre d'un futur règlement de paix l'entière superficie territoriale conquise durant la guerre de 1967.

"Tout ce que nous voulons, c'est un Etat sur les frontières de 1967, à savoir de la taille de la Cisjordanie et de Gaza, soit 6.205 km². Nous le voulons tel quel", a déclaré Abbas à la chaîne de télévision de l'Autorité palestinienne.

C'est la première fois qu'un dirigeant palestinien se montre aussi précis sur l'étendue de territoire réclamée pour le futur Etat palestinien.

Pour sa part Israël a toujours déclaré qu'il se refuserait à en revenir aux frontières d'avant 1967 et n'a jamais dévoilé l'étendue territoriale qu'il serait prêt à rétrocéder dans le cadre d'un accord de paix définitif

Miri Eisin, porte-parole d'Ehud Olmert, a rappelé que ce dernier avait "déclaré dans le passé que toute solution à deux Etats entraînerait une restitution de territoire, de beaucoup de territoire".

"Mais nous n'avons jamais été plus précis à ce sujet et nous ne le serons pas davantage à ce stade", a-t-elle ajouté après avoir été invitée à commenter les derniers propos du président palestinien.

On ignore si ceux-ci impliquent qu'Abbas revendique les seuls les territoires occupés en 1967 ou s'ils signifient qu'il serait prêt à accepter une portion du territoire d'Israël équivalente à la surface des colonies de peuplement que l'Etat juif entend conserver en Cisjordanie.

Les Etats-Unis ont déjà apporté leur soutien à l'idée d'un tel troc de territoires entre Israël et le futur Etat palestinien, que Mahmoud Abbas s'est dit dans le passé prêt à envisager pourvu que les Palestiniens ne soient pas lésés dans l'échange.

Cette perspective laisse toutefois entière l'épineuse question de Jérusalem, dont Israël a annexé en 1967 la partie orientale, que tous les dirigeants palestiniens revendiquent comme la capitale de leur futur Etat. Le vice-Premier ministre de l'autorité d'occupation Haïm Ramon a semblé lundi lancer un ballon d'essai pour le compte d'Olmert en estimant que son pays devait envisager, dans la perspective de la paix, de se retirer de Jérusalem-Est et d'accepter un statut spécial pour ses lieux saints.

Interpellé à ce sujet par l'opposition de droite, qui le soupçonne de sacrifier Jérusalem et la Cisjordanie sur l'autel de la conférence de paix prévue en novembre dans le Maryland, Olmert a affirmé laconiquement : "Rien n'a été donné, rien n'a été pris et rien n'a été promis."

Abbas et Olmert sont convenus de rédiger un document commun qui, après avoir été approuvé par les instances dirigeantes de l'OLP et le gouvernement de l'autorité d'occupation, sera soumis à la conférence et servira de base aux futures négociations sur un règlement final.

(Source : 10-10 Al-Oufok avec les agences de presse)

2-6 Rice minimise les chances d'une "percée".

Rice, a minimisé la probabilité d'une "percée" diplomatique au cours de sa nouvelle tournée au Proche-Orient destinée à promouvoir le processus de paix, qu'elle a entamée dimanche en Israël.

Rice s'est aussi démarquée pour la première fois de la récente décision de l'autorité d'occupation de confisquer des terres palestiniennes près de Jérusalem, estimant que ce genre de mesure était de nature à "éroder la confiance", alors que Washington organise en novembre une réunion internationale sur le Proche-Orient.

"Il faut être très prudent, au moment où nous tentons de nous diriger vers un Etat palestinien, sur les actions et les déclarations qui érodent la confiance dans l'engagement des deux parties envers une solution à deux Etats", a-t-elle déclaré.

Rice a précisé que l'autorité d'occupation l'avait assurée que la mise en oeuvre du projet de construction d'une route entre Jérusalem et la colonie de Maale Adoumim, qui couperait pratiquement en deux la Cisjordanie, n'était "pas imminente" et qu'il était destiné à "améliorer la mobilité des Palestiniens".(...)

"Même si les intentions sont bonnes, même si les événements sur le terrain sont destinés à produire certains effets, tout le monde sait que cette période est très délicate", a toutefois souligné Rice. "Dans une période où nous essayons de créer un climat de confiance entre les deux parties (...) il faut être extrêmement prudent".

Le cabinet d'Ehud Olmert, a refusé de réagir à ces propos.

(Dimanche, 14-10 Al-Oufok avec les agences de presse)

2-7 Moshe Kaplinsky: l'invasion de Gaza est "une question de temps".

Le chef de l'état-major de l'armée israélienne, Moshe Kaplinsky, a parlé de la probabilité d'une invasion imminente de la bande de Gaza par les forces israéliennes. Il a ajouté que les troupes allaient "rester là pour quelques mois."

Kaplinsky a indiqué qu'une future invasion était "une question de temps", argumentant que l'armée israélienne ne pouvait pas ignorer un renforcement militaire perceptible du Hamas et les tirs continus de roquettes artisanales depuis la région côtière.

"Nous ne serons pas capable de continuer à ignorer le renforcement du Hamas à Gaza et les attaques de roquettes incessantes pendant longtemps... nous avons besoin d'un traitement systématique", a déclaré l'officier.

Source : PNN

2-8 Les incursions sionistes, une sorte de préparation à la conférence d'automne.

Des forces occupantes ont pratiqué une incursion en ouvrant le feu et en ratissant des terrains agricoles.

Un résistant palestinien est tombé en martyr et quinze autres ont été kidnappés.

Un soldat de l'occupation a aussi trouvé la mort par le feu de la résistance palestinienne.

Taher Al-Nouno, porte-parole du gouvernement palestinien dirigé par Ismaël Haniyeh, a commenté ces actions :

« Cette incursion sioniste vient en parallèle à la visite de Rice, ministre américaine des affaires étrangères.

Elle démontre les vraies intentions de l'Entité sioniste et met à jour ses prétentions de vouloir aller vers la paix et la réconciliation avec notre peuple », a-t-il dit.

Le gouvernement a condamné les agressions israéliennes qui ne fléchiront en aucun cas le peuple palestinien qui n'entameront pas sa volonté et sa résistance jusqu'à la réalisation de ses objectifs et l'obtention de ses droits.

Il a appelé à un arrêt immédiat de toutes ces rencontres avec l'ennemi sioniste et à aller vers une unité nationale pour affronter les agressions israéliennes perpétuelles.

Source : CPI

2-9 Le futur Etat palestinien sera laïque et disposera d'une économie stable.

Olmert a invoqué la "feuille de route", un plan de paix formulé en 2003 avec l'appui des Etats-Unis, qui énonçait plusieurs mesures préalables à la formation d'un Etat palestinien, dont la lutte contre les factions armées anti-israéliennes.

"Tout ce qui pourra mener à une solution (à deux Etats) dépend de la bonne application de la feuille de route, pas seulement en termes de contenu, mais aussi en termes de chronologie", a soutenu Olmert lors du conseil des ministres.

Lors du conseil des ministres, Olmert a annoncé que des "gestes diplomatiques" étaient "inévitables", ajoutant qu'il travaillerait à la création d'un consensus israélien en ce sens.

D'après un responsable palestinien, Israël souhaite que le document commun mette l'accent sur la "nature" du futur Etat palestinien plutôt que sur les engagements demandés à l'Etat juif.

Israël veut notamment que le futur Etat palestinien soit laïque et dispose d'une économie stable.

Israël a promis la semaine dernière qu'un accord serait atteint avant le début de la conférence, qui devrait se tenir durant la deuxième quinzaine de novembre près de Washington.

(Reuters- 07-10)

2-10 Ahmed Qoreï envisagerait de démissionner.

Une source palestinienne proche d'Ahmed Qoreï a rapporté que celui-ci pensait sérieusement à démissionner à cause du manque de sérieux de la part d'Israël d'entrer dans de réelles négociations avec les Palestiniens. Il quitterait son poste si Israël ne signait pas la déclaration commune faisant état du processus de paix.

Selon la même source, Ahmed Qoreï réfléchirait sérieusement à sa position car il craindrait que la conférence de paix ne soit qu'une occasion pour les Américains et les Israéliens de célébrer George Bush et Ehud Olmert.

Ahmed Qoreï a déclaré qu'Israël essayait de torpiller les négociations de paix avant même qu'elles n'aient commencé. La confiscation de certaines terres palestiniennes à l'est de Jerusalem est selon lui la preuve du manque de volonté israélienne d'arriver à un accord.

La nomination de Livni Tipzi à la tête de la délégation israélienne de négociation en serait une autre preuve. Celui-ci est en effet connue pour son attitude sceptique à l'idée d'arriver à une solution définitive au problème israélo-palestinien.

Ahmed Qoreï serait aussi influencé par l'insistance qu'a Israël de vouloir signer une déclaration générale sur le processus de paix plutôt qu'une version plus détaillée

Source : PNN

2-11 Les brigades d'Al-Qassam : Nous reprendrons bientôt nos frappes et nos attaques contre l'occupation.

Les brigades d'Al-Qassam, la branche militaire de la résistance ont annoncé qu'elles vont poursuivre leurs attaques contre les forces de l'occupation.

Le porte-parole des brigades d'Al-Qassam Abou Obeida a dit le mercredi 17/10 : "L'ennemi de l'occupation israélienne se trompe s'il croit que nos résistants ne sont pas capables de faire face à ses incursions, et que nous allons, bientôt, reprendre notre bataille.

Nous soulignons aussi que les frappes vont être violentes et douloureuses".

Il a ajouté : "Notre message à l'ennemi est que nous le poursuivrons partout".

Source : CPI.

2-12 Le Hamas salue les déclarations de Dughard qui comprend réellement la situation en Palestine.

Le Hamas a hautement estimé les déclarations du délégué de l'ONU pour les droits de l'homme aux territoires palestiniens John Dughard qui a affirmé qu'il va appeler son organisation, l'ONU, à se retirer du Quartet s'il continue sa politique actuelle de blocus contre le peuple palestinien.

Dughard a également averti de l'explosion d'une troisième Intifada au cas où les agressions de l'occupation israélienne continuent.

Le député et secrétaire du bloc parlementaire du Hamas, Mouchir Al-Masri, a dit : "Nous estimons fortement les déclarations de Dughard et nous croyons qu'elles représentent une vision réelle et une compréhension des situations dangereuses sur la scène palestinienne".

Al Masri a dit dans ses déclarations à l'agence "Qods press": "Ceci doit pousser l'ONU à revoir ses engagements politiques envers le Quartet, autour des événements sur la scène palestinienne et dans la région".

Al-Masri a ajouté que le Hamas est un élément politique, populaire, constitutionnel et militaire très fort que personne ne peut négliger.

Il a aussi appelé les parties internationales, surtout l'ONU, à prendre en considération les conseils juridiques de Dughard qui est bien informé des situations humanitaires en Palestine, tout en insistant sur les valeurs ethniques, les conventions internationales et les droits de l'homme.

Enfin, Al-Masri a réaffirmé l'attachement du Hamas aux droits légaux, aux intérêts suprêmes et aux principes du peuple palestinien, tout en condamnant la participation de l'ONU au blocus imposé injustement par le Quartet contre les Palestiniens.

Il a également condamné les efforts déployés pour soutenir un parti palestinien contre un autre afin d'approfondir la mésentente entre les Palestiniens, contredisant ainsi les lois et chartes internationales sur lesquelles l'ONU se base.

Source : CPI

2-13 Le Hamas engagerait des discussions en vue d'une réconciliation avec le Fatah.

Le Hamas a annoncé mercredi qu'il engagerait des discussions en vue d'une réconciliation avec le Fatah, et a laissé entendre qu'il pourrait être prêt à renoncer à terme au contrôle qu'il exerce depuis la mi-juin sur la bande de Gaza.

Mahmoud Abbas, qui est soutenu par l'Occident et s'emploie à conclure un accord de paix avec l'autorité d'occupation, a exclu de reprendre le dialogue avec le Hamas tant que cette organisation ne se soumettrait pas à son autorité et ne mettrait pas fin au contrôle qu'elle exerce sur la bande de Gaza.

"Il y a un fort courant en faveur d'un dialogue palestinien et nous avons accepté d'engager un dialogue avec le Fatah dans l'une des capitales arabes", a déclaré le dirigeant du Hamas Ismaïl Haniyeh, qui a été Premier ministre de l'ancien gouvernement palestinien, dissous par Abbas après la prise de contrôle de la bande de Gaza par les forces du Hamas en juin.

"Notre administration, à Gaza, est temporaire", a ajouté Haniyeh dans un avis diffusé sur un site internet favorable au Hamas.

Un responsable impliqué dans les efforts de médiation entre le Hamas et le Fatah, mais affilié à aucune de ces deux organisations, a confirmé qu'une réunion se tiendrait bien la semaine prochaine, sans doute au Caire.

"Nous n'avons jamais entendu parler d'un tel dialogue", a répondu Abdel Rahman, qui est un des porte-parole du Fatah, à Reuters. "Le Hamas a voulu créer une fausse atmosphère positive à Gaza pour pouvoir dire qu'il est l'avocat du dialogue et que le Fatah y est hostile."

L'autorité d'occupation s'oppose à une réconciliation entre le Hamas et le Fatah, estimant que le Hamas doit être écartée des négociations car elle nuit à toute chance de progrès dans les discussions, a déclaré à Jérusalem le porte-parole d'Ehud Olmert, David Baker.

(11 octobre 2007 - Avec les agences de presse)

2-14 Haniyeh : Un pays arabe va veiller sur des rencontres de dialogue entre le Hamas et le Fatah.

10-10

Le premier ministre Ismaïl Haniyeh a révélé l'existence de mesures pratiques entre le Hamas et le Fatah afin d'activer le dialogue inter-palestinien.

Haniyeh "Nous avons accepté l'organisation de rencontres avec le Fatah dans un pays arabe et nous avons proposé une vision complète pour trouver une solution à la crise actuelle".

Il a écarté toute possibilité que le processus de négociations avec l'occupation puisse présenter quelque chose aux Palestiniens, tout en condamnant le congrès d'automne et ses préparatifs, en soulignant qu'"il ne donnera que des illusions".

Il s'est interrogé : "Est-ce que les occupants ont renoncé à leurs trois non (non à Al-Qods, non au droit au retour, non aux frontières de 1967) ?"

Ismaïl Haniyeh a souligné les souffrances des Palestiniens, alors que les citoyens vivent dans des situations économiques très sévères. Il faut rajouter à cela les agressions, les arrestations et les assassinats continuels. Il a insisté sur le maintien des Palestiniens de leurs principes et droits suprêmes dont le droit au retour des réfugiés.

Il a réaffirmé qu'"Al-Qods est sacrée pour les Palestiniens", et qu'il faut que les pays arabes et musulmans déploient tous leurs efforts pour soutenir les Palestiniens, notamment les palestiniens d'Al-Qods.

Enfin, il a condamné la division d'Al-Qods en deux parties (Est et Ouest), ainsi que la division de ses quartiers et de ses routes entre Juifs et Musulmans.

Il a également attiré l'attention sur le fait que son gouvernement dirige provisoirement la bande de Gaza.

Source : CPI

2-15 Une réelle catastrophe sanitaire imminente à Gaza.

Le ministère palestinien de la santé dans le cabinet dirigé par Haniyeh a appelé les institutions internationales, la

Croix Rouge et le Parlement européen à intervenir et à pratiquer des pressions sur l'Entité de l'occupation israélienne pour « lever le siège injuste imposé sur la bande de Gaza ».

Dans un communiqué le ministère a sonné l'arme devant toutes les conséquences catastrophiques que peuvent engendrer le siège total imposé sur la bande de Gaza, la fermeture de tous les points de passage et l'interdiction d'emporter des produits, hormis une liste très limitée.

Ce siège injuste a des effets très négatifs sur les services sanitaires dans la bande de Gaza. A titre d'exemple, le taux de manque de médicaments a dépassé les 40%.

Les pièces de rechange n'arrivant plus, beaucoup de machines et d'équipements médicaux ne fonctionnent plus... La liste des manques est trop longue pour pouvoir l'énumérer entièrement.

Notons que les autorités de l'occupation israélienne pratiquent un siège total sur la bande de Gaza en fermant tous les points de passage de façon hermétique depuis le mois de juin dernier, depuis le jour où le mouvement du Hamas y a mis fin à l'anarchie sécuritaire.

Source : CPI19-10

2-16 La banque israélienne Discount Bank cesse toute relation avec la Bande de Gaza.

La Discount Bank a suspendu mercredi tout lien avec les établissements bancaires de la Bande de Gaza, en accord avec la position du gouvernement à l'égard du territoire.

La décision de la Discount Bank fait suite à celle de la banque Hapoalim, la plus grande d'Israël. Les deux banques étaient les seules à faire affaire avec les institutions financières de Gaza.

Le cabinet de l'autorité d'occupation a décrété la Bande de Gaza "territoire ennemi" le mois dernier, après la prise de l'étroite bande côtière par le Hamas. Cette décision permettrait à l'autorité d'occupation de couper l'approvisionnement vital en électricité, eau et carburant pour les 1,4 million d'habitants du territoire.

Dans un communiqué, la Discount Bank précise qu'elle envisage également de "suspendre ses relations avec toutes les banques de l'Autorité palestinienne".

(10 octobre 2007 - Avec les agences de presse)

2-17 L'Egypte exige des explications des pays européens qui n'ont pas soutenu son appel à un Proche-Orient dénucléarisé.

L'Egypte a envoyé une lettre de protestation à de très nombreux pays de l'Union européenne pour exprimer sa "stupéfaction et son regret" devant leur refus de soutenir l'appel du Caire pour un Proche-Orient dépourvu d'armes nucléaires, lors de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) le mois dernier.

La lettre, datée du 4 octobre et signée du ministre des Affaires étrangères Ahmed Aboul Gheit, dont l'Associated Press a obtenu un exemplaire mercredi, demande également aux Européens d'expliquer leur position.

La missive concerne une résolution non-contraignante présentée par l'Egypte lors de la conférence annuelle de l'AIEA en septembre. Traditionnellement, les pays européens ont soutenu les résolutions appelant à un Proche-Orient dépourvu d'armes nucléaires, mais cette année, 25 des 27 membres de l'UE se sont abstenus lors du vote, qui s'est soldé par l'adoption de la résolution. Seuls les Etats-Unis et Israël, clairement visé par la résolution, ont voté contre.

Israël est effectivement considéré comme une puissance nucléaire malgré le fait que l'Etat hébreu n'ait jamais avoué être doté de la bombe.

Les pays européens avaient voté pour une résolution similaire en 2006, première année où l'objection d'Israël a forcé l'AIEA à organiser un vote. Les années précédentes, la résolution sur l'"Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient" était adoptée par consensus.

L'Egypte a appris "avec stupéfaction et regret (...) que ce soutien n'était plus disponible à la dernière session de la conférence générale" de l'AIEA, selon la lettre. "L'Egypte ignore les raisons de fond qui ont mené votre pays à prendre une telle décision et je voudrais donc apprécier grandement vos opinions sur la question", écrit le chef de la diplomatie égyptienne.

Aucun pays européen n'a réagi dans l'immédiat, mais l'Italie devrait envoyer une réponse pour expliquer sa position.

(18 octobre 2007 - Avec les agences de presse)